

François Bayrou, président du Mouvement Démocrate, a accordé un entretien au Figaro Magazine le vendredi 6 mai, dans lequel il revient sur les grands sujets d'actualité du moment.

[Mouvement Démocrate 6/5/2011](#)

Le Figaro: Quelles conséquences tirer de la mort de Ben Laden?

François Bayrou: Première leçon : dans la lutte à mort entre terrorisme et démocraties, ce sont les démocraties qui gagneront. Deuxième leçon : la vraie puissance est dans la persévérance. Les Etats-Unis ont su poursuivre une action déterminée pendant dix ans, malgré les changements de majorité, sans se laisser distraire une seconde de leur but. Cela fait toute la différence entre la volonté et la velléité. C'est une leçon qui vaut aussi pour nous. Nous ne sommes pas une grande puissance par les moyens mais nous pouvons l'être par la volonté.

Le Figaro: Cette mort doit-elle conduire la France à retirer ses troupes d'Afghanistan?

François Bayrou: Notre présence en Afghanistan, décidée sous gouvernement Jospin, maintenue depuis, pour poursuivre les auteurs du 11 septembre et priver le terrorisme de sa base arrière, est justifiée. J'ai voté en faveur de cette action et ne le renie pas. Le jour où la coalition sortira d'Afghanistan, et tout le monde souhaite que ce jour ne tarde pas, il faut que la transition se fasse dans l'ordre et que soit transmis aux Afghans eux-mêmes un pays sécurisé, ou au moins sécurisable.

Le Figaro: Jean-Louis Borloo et ses amis veulent créer une confédération des centres. En serez-vous?

François Bayrou: Non.

Le Figaro: Pourquoi?

François Bayrou: Parce que tout cela n'a de centre que le nom. Si les mots ont un sens, le centre veut dire qu'on récuse la guerre des deux camps. Or que disent ceux qui veulent constituer cette confédération ? Qu'ils sont dans le camp de la majorité. Un groupuscule de plus, cela ne sert à rien. Je veux qu'on sorte de cet affrontement caricatural. En vérité, chacun des camps est malade. La poussée de l'extrême droite ruine l'idée d'une droite unique. Le Front national fait tanguer l'UMP. Les divisions de la gauche apparaissent au grand jour. Qu'y a-t-il de commun entre Mélenchon et Strauss-Kahn ? Aucun des deux camps divisés ne peut répondre aux problèmes du pays. S'ils l'emportent, l'impuissance est garantie. Il faut donc une nouvelle vision de notre démocratie, et une majorité nouvelle

Le Figaro: Vous ne travaillerez pas avec eux ?

François Bayrou: Si ces hommes politiques reconnaissent un jour qu'ils se sont trompés, je serai attentif. Mais il faut des explications : on ne peut pas avoir été cinq ans ministre de Chirac, puis quatre ans ministre d'Etat de Sarkozy, avoir été candidat à Matignon, et en quelques semaines ouvrir la guerre à l'intérieur de la majorité sans clarification !

Le Figaro: Vous vous retrouverez un jour?

François Bayrou: J'ai conservé pour beaucoup d'entre eux de l'affection, et pour ceux qui le méritent de l'estime. Nous parlons ensemble bien plus qu'on ne le croit. Je n'ai aucun doute que nous nous retrouverons. Nous avons bien des convictions en commun. J'ai conservé avec Michel Mercier, le garde des sceaux, des liens d'amitié qui ne se sont jamais démentis. Idem avec Jean Arthuis, dont je pense qu'il fait un bon travail à la Commission des finances du Sénat. Je n'oublie jamais que tous nous appartenons au même courant politique, même s'il est provisoirement divisé, et que donc notre avenir est forcément ensemble.

Le Figaro: Avant la campagne présidentielle?

François Bayrou: Je le souhaite, bien sûr. Je ne vis pas de ressentiment. Ma seule exigence est de clarté. Ce courant politique, le courant démocrate, n'est pas soluble dans la majorité, et est différent du socialisme. Il est indispensable à l'avenir de notre pays. Certes, le chemin d'indépendance que nous avons choisi a été difficile à expliquer à beaucoup de nos électeurs et de nos élus. Certains ont cru que nous changions de camp. Ils savent aujourd'hui que ce n'était pas le cas. Le dialogue en sera facilité.

Le Figaro: Dans les sondages, il y a une percée de Borloo...

François Bayrou: Ce qui comptera pour les électeurs, c'est la cohérence.

Le Figaro: Le MoDem compte peu d'élus. Comment réunirez vous les parrainages nécessaires à votre candidature en 2012 ?

François Bayrou: Les élus indépendants et les élus du centre se comptent par milliers. Ils ne se laisseront pas intimider. Nous avons bâti un courant politique qui a les moyens de son indépendance politique et financière. Nous avons tenu le cap sans jamais en changer. Et le pays a le plus grand besoin de ce renouvellement. Il a besoin de gouvernants nouveaux, courageux et crédibles. Et il a besoin de réponses nettes sur tous les grands chapitres de son avenir.

Le Figaro: Quand prendrez vous votre décision définitive ?

François Bayrou: Ma décision définitive mûrit depuis longtemps. Mais je ne veux pas entrer dans le jeu de ces candidatures qui poussent comme des champignons, semaine après semaine.

Le Figaro: Votre détermination est totale et ne dépend pas des scores potentiels d'autres candidats ?

François Bayrou: Non. Je suis et je serai au rendez-vous. Le temps viendra.

Le Figaro: Hulot est sur la même ligne que la vôtre qui récuse la bataille des deux camps. Sa candidature vous inquiète?

François Bayrou: J'ai de bonnes relations avec Nicolas Hulot. Je pense simplement que ses valeurs sont antagonistes avec l'appareil des Verts. Cette contradiction est trop forte pour que cette alliance fonctionne bien.

Le Figaro: Ses valeurs sont compatibles avec les vôtres ?

François Bayrou: Dans la classe politique, je suis l'un de ceux qui est depuis longtemps le plus sensible aux questions écologiques. Ma jeunesse dès mes 18 ans c'était auprès de la communauté de l'Arche, une des sources de ce que devint ensuite l'écologie. J'étais un étudiant admiratif de Jacques Ellul, qui en fut une autre source. Je sais ce que représente la terre, les écosystèmes, et par toutes mes fibres j'y tiens. Ma différence, sur un point fondamental, avec certains d'entre eux, c'est un certain malthusianisme, la mise en doute de l'action de l'homme dans le monde. Pour moi, l'humanité peut, par la science, la recherche, la conscience, faire du bien à la planète. Et même la planète Terre, c'est la nature, le cosmos plus l'homme. Sans homme, il n'y a pas de nature au sens où nous l'entendons.

Le Figaro: Que reprenez vous des quatre premières années de Nicolas Sarkozy à l'Elysée?

François Bayrou: Nicolas Sarkozy est un homme politique doué d'une grande énergie, qui ne baisse pas les bras, qui croit à l'action. C'est à mettre à son crédit. Mais le bilan est cruel. Je ne vois pas un seul chapitre de la vie

nationale qui aille mieux en 2011 qu'il n'allait en 2007. L'éducation ne va pas mieux. Notre économie est, dans bien des secteurs, en péril. L'emploi souffre. Le secteur de la santé est en doute. La sécurité ne s'est pas améliorée. La justice est dans une crise sans précédent. Les membres de la fonction publique se sentent abandonnés. Les choix initiaux du quinquennat expliquent cette impasse.

Le Figaro: Sur le fond, pourquoi vous êtes-vous opposé à lui ?

François Bayrou: De tout ce que j'ai écrit dans *Abus de pouvoir* il n'est pas une page qui se soit révélée fautive. Au-delà de ses qualités de combattant, il a porté deux grandes erreurs. La première est dans son système de valeurs. Il porte respect et considération à des choses qui n'en méritent guère : l'arrogance de l'argent et la notoriété. Toute la fausse monnaie dont notre monde est remplie. C'est cela qui lui parle. Tout le reste, la recherche, la science, la philosophie, la culture, la création, le profond de la vie, il l'a mis au second plan. Deuxième erreur, il a fait de la fonction présidentielle, une fonction partisane. Organiser à l'Elysée les réunions de son parti, aller caresser dans le sens du poil les donateurs, multiplier les nominations de complaisance. Partout où il aurait dû choisir l'Etat impartial, il a choisi l'Etat arbitraire ou partisan.

Le Figaro: Mais il a nommé un socialiste comme président de la Cour des comptes et un autre à la commission des Finances...

François Bayrou: Oui. Je ne sais d'ailleurs pas si être socialiste est un critère suffisant... (sourire). Mais décider de nommer le président des chaînes publiques de télévision et de radio à l'Elysée est une régression que la France n'aurait pas dû accepter. Et l'arbitraire d'Etat ! Dans l'affaire Tapie, le contribuable français a été spolié de 250 millions d'euros. 250 millions c'est deux années pleines des salaires des 15000 postes d'enseignants supprimés !

Le Figaro: S'agissant des réformes que Nicolas Sarkozy a engagées, reconnaissez-vous au président le courage de les avoir menés jusqu'au bout ?

François Bayrou: Le courage vaut si l'on va dans la bonne direction. Il y a – heureusement !- des points positifs. Le statut d'auto entrepreneur, une certaine autonomie de gestion des universités. Mais les mesures les plus significatives répondaient à une logique profondément inégalitaire. Que Madame Bettencourt ait payé proportionnellement moins d'impôt qu'un smicard grâce au bouclier fiscal était une faute grave. Laisser filer le déficit et la dette pendant des années, nous chargera longtemps. La réforme des retraites n'est pas financée et elle frappe le plus gravement les femmes de plus de 65 ans qui n'ont pas les annuités.

Le Figaro: Vous approuvez le statut d'auto entrepreneur, c'est pourtant l'aspect le plus libéral de sa politique ?

François Bayrou: Oui, parce que cela multiplie les créations d'entreprise et cela libère les énergies.

Le Figaro: Comment réagissez vous à la défiance des peuples qui s'expriment à travers la montée de l'extrême droite partout en Europe ?

François Bayrou: Les peuples ont le sentiment qu'ils n'ont plus de prise sur leur destin. Et hélas !, même les institutions européennes sont devenues un labyrinthe illisible pour la plupart des citoyens.

Le Figaro: Vous comprenez dès lors que les électeurs, déboussolés, se tournent vers des partis comme le Front national ?

François Bayrou: Qu'ils se tournent vers ces mouvements, je ne l'accepte pas et je le combattrai. Car c'est à eux-mêmes qu'ils risquent de nuire. Le FN propose comme potion magique, deux poisons mortels : il oppose entre eux les Français en fonction de leur origine, de leur religion, de la consonance de leur nom... Aucun pays ne peut vivre divisé contre lui-même. Le deuxième poison consiste à vouloir sortir de l'euro. Si par malheur, on se trouvait en situation d'avoir un gouvernement assez fou pour le décider, alors on vivrait la misère. Avoir à payer en monnaie

faible une montagne de dettes libellée en monnaie forte, c'est la misère pour tous, et le drame pour les plus pauvres.

Le Figaro: La prime aux salariés voulue par le président dans les entreprises qui voient leur dividende augmenter, est-ce une bonne mesure ?

François Bayrou: C'est tout mélanger ! D'abord parce que ce n'est pas à l'Elysée que doit se décider la politique salariale des entreprises. Comment voulez-vous qu'un pays marche comme cela, à coups de foucades ? Prendre des mesures spectaculaires dans l'espoir d'améliorer l'image, c'est forcément désordonné et à courte vue. Mais cela aboutit à des absurdités : par exemple parmi les entreprises qui n'auront rien à payer il y a Total !... Et une entreprise qui ne payait pas de dividendes depuis des années sera elle mise à contribution ! Si l'on avait voulu poser cette question légitimement, profondément, même moins spectaculairement, il suffisait d'améliorer la loi sur l'intéressement. Au bout du compte, il restera un mauvais précédent et bien des frustrations.

Le Figaro: Il y a un autre anniversaire. C'est celui du 10 mai 1981. Pour vous, les socialistes sont ils une force crédible d'alternance ?

François Bayrou: Dans le programme du PS, il y a des choses positives ou acceptables, bien sûr, que nous défendons depuis longtemps, notamment sur les institutions. Mais je suis en désaccord avec l'inspiration générale qui s'en remet à l'Etat, toujours, pour résoudre les problèmes. L'Etat qui recrée des emplois jeunes, l'Etat qui encadre les loyers, l'Etat qui règlemente à tour de bras. En réalité, ce qu'il faut c'est que l'Etat donne aux Français les moyens de résoudre leurs problèmes eux-mêmes, qu'il les soutienne, en particulier lorsqu'ils entreprennent, lorsqu'ils créent, lorsqu'ils portent un service public. Il faut en finir avec la conception d'un Etat magicien et rendre à la société confiance en elle-même.